



La BCE renforce l'orientation accommodante de sa politique monétaire

Lors de sa réunion du 5 juin 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a annoncé un ensemble de mesures visant à renforcer l'orientation accommodante de sa politique monétaire.

La première série de mesures consiste en une nouvelle baisse des taux directeurs : le taux des opérations principales de refinancement est abaissé de 10 points de base, à 0,15% ; le taux de la facilité de prêt marginal est abaissé de 35 points de base, à 0,40% ; le taux de la facilité de dépôt est abaissé de 10 points de base, à -0,10%, c'est-à-dire un taux négatif.

La deuxième série de mesures vise à soutenir l'activité de prêt bancaire aux ménages et aux sociétés non financières (à l'exception des prêts immobiliers). Elle consiste en opérations « ciblées » de refinancement à long terme (Targeted Longer-Term Refinancing Operations ou TLTRO) à échéance septembre 2018.

La troisième série de mesures vise à améliorer le fonctionnement du mécanisme de transmission de la politique monétaire. Elle consiste à intensifier les travaux préparatoires relatifs à l'acquisition par l'Eurosystème de titres adossés à des actifs (asset-backed securities ou ABS) simples et transparents ayant pour actifs sous-jacents des créances privées.

La quatrième série de mesures vise à contenir la volatilité des marchés monétaires. Elle consiste à prolonger au moins jusqu'en décembre 2016 la conduite des opérations principales de refinancement sous la forme d'appels d'offre à taux fixe dans lesquels l'intégralité des soumissions est servie (fixed-rate, full allotment), et à suspendre les opérations de stérilisation de la liquidité injectée dans le cadre du programme pour les Marchés de Titres (Securities Market Programme ou SMP).

Lors de la conférence de presse suivant la réunion du Conseil, le Président de la BCE, Mario Draghi, a présenté cet ensemble de mesures en soulignant que « si nécessaire, la politique monétaire pourra de nouveau être rapidement assouplie » et que le Conseil des gouverneurs « affirmait unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels s'il devenait nécessaire de faire face à des risques supplémentaires d'une période trop prolongée de faible inflation ».

<https://www.banque-france.fr/eurosystème-et-international/la-bce/communiqués-et-décisions-de-la-banque-centrale-européenne.html>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,7 % en avril 2014, en recul par rapport au taux de 11,8 % enregistré en mars 2014 et à celui de 12,0 % d'avril 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,4 % en avril 2014, en baisse par rapport au taux de 10,5 % de mars 2014 et à celui de 10,9 % d'avril 2013. Eurostat estime qu'en avril 2014, 25,471 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,751 millions dans la zone euro. Par rapport à mars 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 151 000 dans l'UE28 et de 76 000 dans la zone euro. Comparé à avril 2013, le chômage a baissé de 1,167 million de personnes dans l'UE28 et de 487 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,2 %) ainsi qu'au Luxembourg (6,1 %), et les plus élevés en Grèce (26,5 % en février 2014) et en Espagne (25,1 %).

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2014-488 du 15 mai 2014 portant adaptation du code monétaire et financier au changement de statut de Mayotte et clarification du droit des chèques en outre-mer.

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=C0BA5655097A9CC85D530CD019BB758B.tpdjo09v_2?cidTexte=JORFTEXT000028939232&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028939199

Décret n° 2014-489 du 15 mai 2014 portant adaptation du code monétaire et financier au changement de statut de Mayotte.

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=C0BA5655097A9CC85D530CD019BB758B.tpdjo09v_2?cidTexte=JORFTEXT000028939286&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028939199

Décret n° 2014-526 du 23 mai 2014 relatif au régime prudentiel des sociétés de crédit foncier et des sociétés de financement de l'habitat

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000028970057&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Arrêté du 30 mai 2014 fixant la liste des pièces justificatives pour l'exercice du droit au compte auprès de la Banque de France

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000029066593&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Des indicateurs financiers bien orientés en début d'année

Au premier trimestre 2014, l'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 8,4 milliards €, est plus dynamique qu'au quatrième trimestre 2013 (+2,9 % après +0,8 % en décembre 2013). Cette évolution est la plus élevée depuis septembre 2011. Sur un an, le rythme de croissance s'accélère fortement (+4,7 % après +2,9 % fin 2013).

Après une fin d'année 2013 morose, l'activité de crédit aux entreprises enregistre une croissance positive en début d'année : l'encours croît de 2,7 % sur trois mois pour atteindre 3,8 milliards €. Sur un an, l'encours connaît une évolution similaire (+2,5 % après +0,6 % en décembre 2013). La reprise observée est essentiellement liée au rebond des crédits d'exploitation (+19,9 % sur trois mois après -11,9 % fin 2013), marqués par une opération exceptionnelle relative aux comptes ordinaires débiteurs réalisée par une banque de la place.

Les crédits d'investissement sont bien orientés, tant en rythme trimestriel (+2,8 %) qu'annuel (+2,1 %). Les crédits immobiliers sont pour leur part stable à fin mars (+0,2 %). Sur un an, ils progressent faiblement (+0,6 %).

Les financements consentis aux ménages se tassent en début d'année. À 3,2 milliards €, l'encours sain des crédits progresse faiblement sur trois mois (+0,4 %, +13,1 millions €), après avoir connu une embellie fin 2013 (+2,1 % après +0,8 % en septembre 2013). Sur un an, le rythme de croissance de l'encours tend en revanche à s'accélérer (+4,3 % après +4,1 % en décembre 2013 et +3,5 % en septembre 2013). En parallèle, l'encours des crédits à la consommation s'inscrit en repli sur le trimestre (-1,1 %) mais aussi sur l'année (-0,3 %). Le financement de l'habitat des ménages continue de croître mais à vitesse réduite (+1,1 % sur trois mois après +2,7 % fin 2013) pour s'établir à 2,2 milliards €. L'évolution annuelle reste toutefois dynamique (+6,4 %).

En 2013, 1,5 milliard € de financement accordés par l'AFD en Outre-mer.

En 2013, plus de 1,5 milliard € de financements ont été accordés par l'Agence française de développement (AFD) dans les Outre-mer, sur un total de 7,5 milliards € dans le monde. La Réunion, la Martinique et la Guyane ont bénéficié respectivement de 400, 376 et 110,5 millions €. La Guadeloupe a bénéficié de 174,9 millions €. Les quatre axes d'intervention de l'AFD sont l'appui au secteur public local, le financement des entreprises, l'habitat et l'aménagement urbain, et la coopération régionale. En 2013, l'agence s'est par ailleurs vue confier la responsabilité de représenter la Banque Publique d'Investissement (BPI) dans les départements d'Outre-mer et les collectivités de Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint Pierre et Miquelon, ce qui accroît sa capacité d'accompagnement au secteur privé, des TPE et des PME en particulier.

Les dernières publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier différentes notes dont les notes « Performances économiques et financières des entreprises guadeloupéennes sur la période 2002-2010 », « Suivi des crédits au entreprises de la Guadeloupe au 31 mars 2014 », et « Tableau de bord CEROM », toutes téléchargeables librement sur les sites <http://www.iedom.fr> et <http://www.cerom-outremer.fr>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Organisation des élections européennes

Le 24 mai 2014, les électeurs de Guadeloupe étaient appelés aux urnes pour élire les trois députés de la circonscription Outre-mer, constituée des sections Atlantique, océans Indien et Pacifique. Les taux de participations en Guadeloupe et dans l'ensemble de la circonscription étaient respectivement de 9,26 % et 17,05 % (contre 43,50 % en France métropolitaine). Maurice Ponga (UMP-PPE), avec 26,7 % des suffrages, représentera la section Pacifique, Philippe Le Constant (PS) avec 19,3 % des voix, représentera celle de l'Atlantique et Younous Omarjee (LDVG), avec 18,24 % des voix, celle de l'Océan Indien.

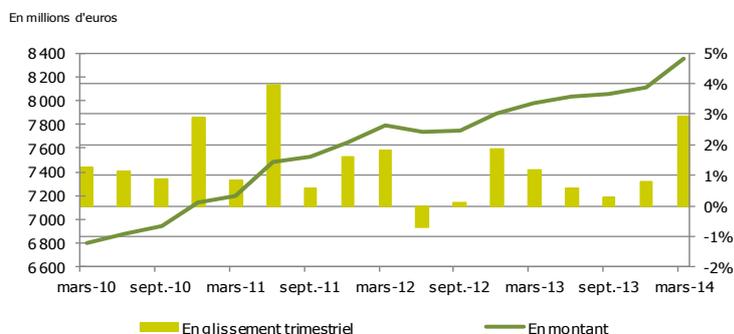
Écarts de prix sur le carburant entre les départements des Antilles

L'Observatoire des prix, des marges et des revenus s'est réuni le mercredi 4 juin à Basse-Terre. Il a été évoqué la forte différence de prix du carburant entre la Martinique et la Guadeloupe (11 cts/litre). Selon Jean-Marie Brissac, représentant de la CGTG au sein de l'Observatoire, cette différence s'explique par la fiscalité des départements et de l'octroi de mer en particulier.

Visite de Georges Pau-Langevin, ministre de l'Outre-mer

Du 15 au 18 mai 2014, le ministre de l'Outre-mer Georges Pau-Langevin a effectué sa première visite en Guadeloupe. Sa visite s'est concentrée autour de trois dossiers : la sécurité, la formation professionnelle et l'épidémie de chikungunya. Concernant ce dernier point, le ministre de l'Outre mer a notamment participé à une réunion de crise le 16 mai avec les acteurs de santé en lutte contre le virus. Depuis fin décembre 2013, près de 24 000 cas ont été recensés au début du mois de juin 2014.

Évolution des concours bancaires



La filière canne menacée par la fin des quotas

La perspective de la suppression des quotas sucriers en Europe au 1^{er} octobre 2017 inquiète fortement les industriels domiens. Selon Philippe Labro, président du syndicat du sucre de la Réunion, les quotas garantissent les débouchés sur le marché européen et préservent les DOM d'un surcoût de production. Afin de résoudre cette problématique, la délégation Outre-mer (qui s'est réunie au début du mois de mai 2014), recommande un soutien plus important de l'État. En particulier, il s'agirait de faire passer le niveau annuel d'aide autorisé par le parlement européen et le conseil pour les RUP de 90 à 128 millions €.

Un troisième navire pour la compagnie Costa

Pour la prochaine saison 2014-2015, la compagnie Costa a décidé de baser en Guadeloupe un troisième navire d'une capacité de 2 800 passagers. La croisière a affiché de très bons résultats cette saison et les prévisions de croissance sont à la hausse : la saison 2013-2014 a enregistré un nombre croissant de croisiéristes en Guadeloupe de l'ordre de 30 % par rapport à la saison précédente. Actuellement, la croisière génère près de 90 millions € de recettes annuelles, dont 25 millions € liées aux dépenses des passagers et membres d'équipage.

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Obtention d'un moratoire pour l'association du BTP à Saint-Martin

Le 13 mai 2014, l'association du BTP a obtenu de la Sécurité sociale un protocole d'accord sur la mise en place d'un moratoire sur les dettes sociales de ses adhérents. Cet accord devrait permettre à certaines entreprises du secteur de pouvoir à nouveau accéder et répondre aux marchés publics, de faire face à la concurrence et de conserver des emplois.

Treizième édition du SMART à Saint Martin

Du 14 au 16 mai 2014 s'est déroulée la treizième édition du salon touristique SMART (Sint Maarten/Saint Martin Annual Regional Tradeshow). De nombreux tour opérateurs, agents de voyage et grossistes en provenance des États-Unis, du Canada, d'Europe et d'Amérique latine ont fait le déplacement afin de rencontrer les prestataires de la région et négocier les futures opportunités commerciales. Selon les organisateurs, les professionnels venus d'Amérique latine y étaient particulièrement représentés. Le marché sud-américain se développe et constitue un marché intéressant pour le tourisme de l'île.

Air France et Winair signent un accord

Le 3 juin, un accord commercial a été signé entre Air France et la compagnie aérienne Winair basée à Sint Maarten. Il permet à Air France de proposer des vols à partir de l'aéroport Princess Juliana de Sint Maarten, à destination de six îles de la Caraïbe dont Saint-Barthélemy. Selon Christian Oberlé, directeur commercial d'Air France pour l'Amérique Latine et la Caraïbe, les trois quart des passagers Air France en transit à Sint Maarten sont à destination de Saint-Barthélemy.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE

					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Avril	2014	129,7 128,2	-0,4 % 0,0 %	0,1 % 0,7 %
Demandeurs d'emploi (Source : Diccete)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Avril	2014	61 410	0,6 %	1,1 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Avril	2014	19,5 216,1	- -	-45,5 % -15,6 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Avril	2014	321	-0,9 %	-21,7 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Cumul annuel		1 423	-	-10,3 %
			Mai	2014	20 402 562	-0,8 % -2,4 %	-3,4 % 8,7 %

INDICATEURS SECTORIELS

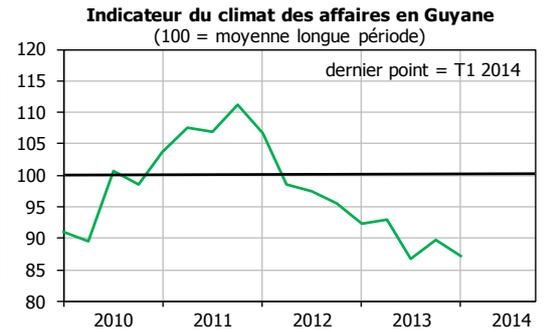
					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (hors transit)		Avril	2014	173 737	-11,9 %	2,4 %
			Cumul annuel		745 038	-	4,6 %
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Avril	2014	241 480 67 052	4,0 % -29,6 %	-20,7 % 1,3 %
Fréquentation des hôtels classés (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Décembre	2013	99	22,2 %	-5,7 %
			Cumul annuel		1 036	-	-0,6 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Mai	2014	1 010	-12,1 %	-2,3 %
			Cumul annuel		5 749	-	-4,3 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Mai	2014	15 955	-8,6 %	-5,6 %
			Cumul annuel		85 148	-	-9,9 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Premières Tendances »



Malgré une amélioration à la fin de l'année dernière, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se replie à nouveau au premier trimestre (-2,7 points). A 87,1 points, il se situe toujours bien en deçà de sa moyenne de longue période (-12,9 points). Cette dégradation s'explique principalement par la détérioration de l'activité pressentie pour le prochain trimestre, même si l'opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution des charges d'exploitation s'améliore.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

La publication « Premières tendances » fournit une première estimation de l'indice du climat des affaires. Cet indice, calculé trimestriellement par l'Iedom à l'aide d'un sondage auprès des entreprises de la place, offre divers indicateurs sur la santé des entreprises guyanaises.

La publication est disponible gratuitement sur le site de l'Iedom : www.iedom.fr/Guyane.

Publication : « Tableau de bord économique de la Guyane »

Publié dans le cadre du partenariat Cerom, le tableau de bord économique de la Guyane apporte une vision synthétique et rapide de l'évolution conjoncturelle du département au travers d'une sélection d'indicateurs macroéconomiques. Cette publication a été réformée et regroupe désormais près de 40 indicateurs économiques régionaux réunis autour de six grands thèmes : les principaux indicateurs macroéconomiques, la consommation, l'investissement, l'analyse sectorielle, l'analyse financière et la vulnérabilité des acteurs économiques. Le tableau de bord, également disponible en version anglaise et portugaise, est accessible chaque trimestre pour la Guyane comme pour l'ensemble des DOM sur le site du partenariat CEROM : www.cerom-outremer.fr/cerom/.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} juin 2014, le prix de la vente au détail des carburants à 1,70 €/litre pour l'essence (+1 centime) et 1,50 €/litre pour le gazole (+1 centime). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 21,49 €, contre 21,61 € en mai, soit une baisse de 12 centimes.

Prix à la consommation

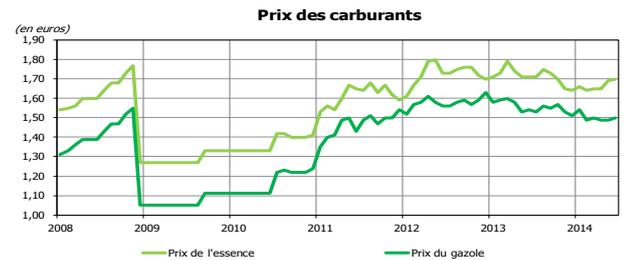
En avril 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en baisse de 0,3 % sur le mois. Cette baisse est liée à la diminution des prix des services (-0,2 %) et de l'alimentation (-0,7 %). Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,4 %, en raison également des variations constatées sur les prix de l'alimentation (+1,9 %) et des services (+0,8 %). D'un niveau supérieur à celui constaté pour la Guadeloupe et La Réunion (+0,1 %), l'inflation en Guyane reste en dessous de celle observée à Mayotte (+0,8 %) et devient inférieure aux valeurs constatées à la Martinique (+0,8 %) et pour la France entière (+0,7 %).

Energie

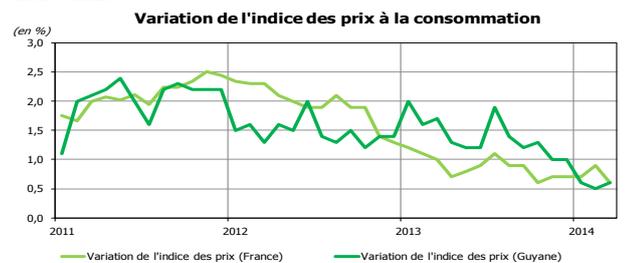
Au 1^{er} trimestre 2014, la consommation d'énergie s'élève à 182,1 Gwh, soit une baisse de 12 % par rapport au trimestre précédent et de 3,7 % sur un an. Les consommations de moyenne et basse tension représentent respectivement 39 % et 61 % de la consommation totale au 1^{er} trimestre 2014, contre 41 % et 59 % il y a un an. La contraction de la consommation d'énergie sur le 1^{er} trimestre 2014, est en grande partie liée à la réduction de la consommation de moyenne tension (-9,0 % par rapport au 1^{er} trimestre 2013) due notamment aux changements de contrats de moyenne tension vers ceux à basse tension. En glissement trimestriel, au premier trimestre 2014, les consommations d'électricité moyenne et basse tension s'incrivent en baisse, respectivement de 2,8 % et 23,3 %. A fin 2013, il est rappelé qu'EDF comptait 61 526 clients sous contrat basse tension (+2,4 % par rapport à 2012) et 459 clients avec contrat moyenne tension (-3 % par rapport à 2012).

Exploitation aurifère

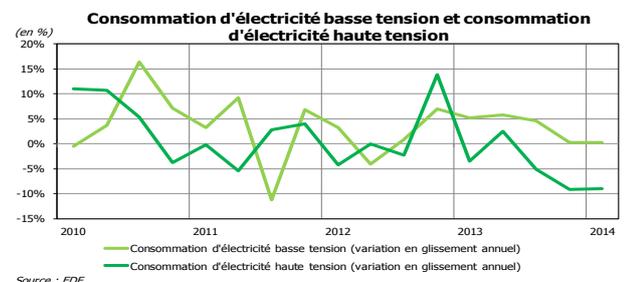
Les 16 et 17 mai 2014, se sont tenues les « Journées de l'or » à la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Guyane, organisées conjointement par la grappe d'entreprises ORkidé, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Guyane, la Chambre des Métiers de la Région Guyane et la Fédération départementale des opérateurs miniers afin de présenter la filière aurifère. Ces deux jours ont été l'occasion pour les opérateurs miniers de rassembler l'ensemble des acteurs de la filière, de la valoriser et de promouvoir les métiers



Source : Prefecture



Source : Insee



Source : EDF

associés. Aujourd'hui, la filière aurifère constitue le 1^{er} poste d'exportation de biens (hors spatial et réexportation de matériels de transport) en Guyane et dispose d'un important potentiel de développement. Ce secteur regroupe 51 métiers et emploie un peu plus de 500 personnes, a exporté 1,3 tonne représentant une valeur de 44,2 millions d'euros en 2013. Il est dénombré 48 opérateurs miniers détenteurs de titres miniers et/ou d'autorisations d'exploitation, dont une trentaine d'entreprises (des TPE et PME) artisanales actives (réalisant des travaux de prospection et/ou d'exploitation sur leurs autorisations d'exploitation) et de trois multinationales (Iamgold, Newmont et Columbus Gold). En parallèle, la création d'une Société publique minière pour la Guyane a été actée par les ministres des Outre-mer (Mme Georges Paul-Langevin), de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique (M. Arnaud Montebourg), et par le Président de Région (M. Rodolphe Alexandre). Filiale de la future Compagnie nationale des mines de France, la SEM régionale aura pour objet de favoriser l'implantation de multinationales du secteur, soutenir les PMI-PME de Guyane, stimuler la filière et réduire l'orpaillage illégal dans les zones exploitées. De plus, elle devra garantir l'adéquation entre les projets d'exploitation et les objectifs de développement du territoire en collaboration avec les pouvoirs publics présents dans les instances décisionnaires des projets. L'Etat devrait posséder 51 % du capital de cette société, et la Région avec les intercommunalités 49 %. Par ailleurs, les ministres des Outre-mer et de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique, ont fait la proposition de la création d'une antenne de l'Ecole nationale des Mines en Guyane, permettant ainsi aux jeunes du département d'intégrer cette formation.

Exploration pétrolière

Deux projets de permis exclusifs de recherche d'hydrocarbures liquides ou gazeux conventionnels au large de la Guyane, ont été soumis par la Deal à l'avis du public entre le 4 et le 24 juin 2014. Le premier projet, « Guyane Maritime SHELF » est porté par le consortium Total et Hardman Petroleum France, et concerne le plateau continental à environ 37 km des côtes. Le deuxième projet, « Guyane Maritime UDO » est porté par le consortium Total et Esso et couvre une zone située dans le domaine maritime profond, sur une surface d'environ 49 900 km². Après avoir consulté les deux demandes de permis, le public pourra déposer ses observations à l'adresse suivante : <http://goo.gl/LXCExf>

ACTUALITES REGIONALES

Prévisions de croissance

Dans son rapport publié en juin 2014, la Banque Mondiale prévoit que l'activité de l'Amérique latine et de la Caraïbe devrait progresser à un rythme plus lent au premier trimestre 2014. Ce ralentissement pourrait avoir plusieurs facteurs d'explication : la stabilité voir la baisse, dans certains cas, des prix des produits de base, le ralentissement de la croissance aux Etats-Unis et en Chine et les problèmes intérieurs. Les difficultés connues par la région durant l'année 2013, se sont poursuivies au premier trimestre 2014, affectant ainsi les exportations de certains pays (Argentine, Brésil, Mexique). Toutefois, les exportations et les recettes issues du tourisme de la région devraient probablement s'améliorer sous l'effet du renforcement de la croissance dans les pays avancés, et de l'amélioration de la compétitivité liée à la dépréciation des monnaies d'un certain nombre de pays de la région. Ces facteurs, associés à la progression continue des investissements dans les pays de la côte pacifique de l'Amérique du Sud, devraient permettre de compenser les résultats fragiles du premier trimestre, pour porter la croissance de la région à 1,9 % en 2014 contre 2,5 % l'année précédente, puis à 2,9 % et 3,5 % respectivement en 2015 et 2016. Pour leur part, des pays comme le Pérou, la Bolivie, le Panama, continuent d'afficher des taux de croissance supérieurs à 5 %. En revanche, le Brésil, plus grande économie de la région, pourrait voir son rythme de croissance ralentir plus fortement que prévu à 1,5 % en 2014, (contre 2,5 % prévu) après 2,3 % l'année précédente, puis progresser à hauteur de 2,7 % et 3,1 %, respectivement en 2015 et 2016.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources		
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Avr-14	127,3	-[0,3%]	[0,4 %]	Insee	
		Prix administré du litre d'essence	Juin-14	1,70	[0,6%]	[-0,6%]	Préfecture/Diecctc	
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Avr-14	21 629	[-0,4%]	[6,7%]	Pôle emploi	
		Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Mars-14	7 985	[0,6%]	[-4,0%]	Pôle Emploi	
		Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Avr-14	16 718	[-1,9%]	[6,8%]	Caf	
		Prestations nettes versées (1)	Avr-14	9,4 M€	[0,5%]	[12,4%]	Caf	
				Cumul				
INDICATEURS SECTORIELS	CONSUMMATION	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Avr-14	16,0 M€	4,2%	11,1%	Douanes	
			Cumul	54,0 M€		4,9%		
				Mai-14	299	3,8%	31,8%	Somafi
				Cumul	1 554		5,8%	
	INVESTISSEMENT	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	Avr-14	36,3 M€	-13,6%	-17,1%	Douanes	
			Cumul	151,6 M€		-8,2%		
				Mai-14	81	1,0%	-9,0%	Somafi
				Cumul	399		13,7%	
	COMMERCE EXTERIEUR	Exportations (3)	Avr-14	21,1 M€	97,8%	-5,9%	Douanes	
			Cumul	74,7 M€		-17,2%		
			Avr-14	137,9 M€	-21,7%	6,4%	Douanes	
			Cumul	548,7 M€		4,9%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	Tirs effectués	Cumul à Mai-14	4 tirs (2 Ariane 5, 1 Soyouz, 1 Vega)			2 tirs à Mai-13	Arianespace
		Satellites lancés	Cumul à Mai-14	6 satellites			5 satellites	
	BTP	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Mai-14	6 926 tonnes	-5,2%	5,5%	Ciments guyanais	
			Cumul	36 882 tonnes		0,1%		
	INDUSTRIE	Exportations d'or en volume (3)	Avr-14	184 kilos	19,0%	-20,9%	Douanes	
			Cumul	381 kilos		-12,6%		
		Exportations d'or en valeur (3)	Avr-14	5,7 M€	40,5%	-34,5%	Douanes	
			Cumul	11,4 M€		-24,5%		
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	Cours de l'once d'or	Mai-14	1 288,22 \$	[-0,8%]	[-8,9%]	London Bullion Market Assoc./AFD	
		Grumes sorties de forêt	Déc-12	20 767 m3	29,8%	215,8%	ONF	
		Cumul	74 878 m3		1,7%			
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	Exportations de crevettes (3)	Avr-14	30 tonnes	45,0%	-58,4%	Douanes		
		Cumul	114 tonnes		-56,9%			
	Exportations de poissons (3)	Avr-14	82 tonnes	5,2%	16,0%	Douanes		
	Cumul	278 tonnes		7,9%				
			Avr-14	0 tonne	-100,0%	n.s	Douanes	
			Cumul	14 tonnes		n.s		
TOURISME	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Févr-14	29 499	-4,4%	-7,0%	CCIRG		
		Cumul	62 303		-4,7%			
			Déc-13	32 000	23,0%	17,6%	Insee	
			Cumul	332 000		-3,5%		

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Indicateur du climat des affaires : stabilité au 1^{er} trimestre

L'IEDOM a publié son bulletin trimestriel de conjoncture, Tendances conjoncturelles, qui fait apparaître un indicateur du climat des affaires (ICA) quasi-stable au premier trimestre. Après plusieurs trimestres de hausse, l'ICA est en très léger repli (-0,5 point au cours du trimestre) et se situe désormais à 5,3 points en-deçà de sa moyenne de longue période. Parallèlement, les intentions d'investissement à un an des chefs d'entreprise se dégradent, atteignant un niveau très inférieur à leur moyenne de longue période. Tendances conjoncturelles est disponible sur le site de l'[IEDOM](#).

Monnaie fiduciaire : diminution du nombre de billets au 1^{er} trimestre

À la fin du premier trimestre 2014, la circulation de billets est en diminution de 2,7 % sur le trimestre (21,9 millions de billets), ce qui représente 898,6 millions d'euros (-1,5 %). Les coupures de 50 euros sont les plus nombreuses, représentant 55,0 % du volume et 67,0 % de la valeur de l'émission fiduciaire.

La contrefaçon reste marginale en Martinique avec 310 billets contrefaits versés au guichet de l'IEDOM ce trimestre, les coupures de 50 euros représentant 75,5 % des billets falsifiés saisis (contre 42,9 % des billets contrefaits saisis en 2013).

Emission de billets	T4 2013	T1 2014	Variation
(en millions de billets)			
Billets émis	17,6	15,2	-13,6%
Billets retirés	16,7	15,8	-5,4%
Emission nette	0,9	-0,6	n.s.
Circulation en fin de période	22,5	21,9	-2,7%
(en millions d'euros)			
Billets émis	491,4	428,4	-12,8%
Billets retirés	461,3	442,2	-4,1%
Emission nette	30,1	-13,8	n.s.
Circulation en fin de période	912,3	898,6	-1,5%

Source : IEDOM

Surendettement : baisse du nombre de dossiers

Au premier trimestre 2014, le nombre de dossiers déposés auprès du secrétariat de la commission de surendettement atteint 122 (+13,0 % par rapport au précédent trimestre, mais -14,7 % par rapport au premier trimestre 2013).

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Aides européennes : enveloppes en hausse

Les programmes opérationnels européens sont en cours de préparation pour la période 2014-2020. Les enveloppes du FEDER, du FSE et du FEADER ont d'ores et déjà été fixées (respectivement 448 millions d'euros, 202 millions d'euros et 130 millions d'euros). Cumulées, elles affichent une progression de 26 % par rapport à la précédente période de programmation (+161 millions d'euros). Reste à déterminer l'enveloppe du FEAMP.

En termes de gouvernance, la Région devient autorité de gestion pour le FEDER, le FEADER et pour 35 % du FSE. L'Etat reste autorité de gestion pour 65 % du FSE (emploi, inclusion sociale, décrochage scolaire) et en délèguera la moitié au Département. La programmation devrait débuter de manière effective au second semestre 2014.

DOCUP puis PO (en millions d'euros)	DOCUP 2000-2006	PO 2007-2013	PO 2014-2020
FEDER ⁽¹⁾	474	417	448
FSE ⁽²⁾	121	98	202
FEADER puis FEAMP ⁽³⁾	102	104	130
IFOP puis FEP puis FEAMP ⁽⁴⁾	7	8	n.d.
Total	704	627	781

⁽¹⁾ Fonds européen de développement régional

⁽²⁾ Fonds social européen

⁽³⁾ Fonds européen agricole pour le développement rural

⁽⁴⁾ Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche

Source : Préfecture - Direction Europe et Aménagement

MEDEF : élection du nouveau bureau

Le 21 mai, le Conseil d'administration du MEDEF de la Martinique a procédé à la désignation d'un nouveau bureau pour une durée de 3 ans. Philippe Jock a été réélu Président à l'unanimité. Par ailleurs, le Conseil d'administration a procédé à la nomination de 4 commissions : la Commission Économique (présidée par Guillaume Gallet de Saint-Aurin), la Commission Éducation, Formation professionnelle et Jeunesse (co-présidée par Charles Larcher et François-Xavier Gouye), la Commission Coopération Caraïbienne (présidée par Sandra Casanova) et la Commission Sociale (co-présidée par Bernard Edouard et Philippe Jock).

TVA et IS : recettes en hausse au 1^{er} trimestre

Les recettes de TVA sont en hausse de 4,8 % au premier trimestre, à 44,1 millions d'euros (+3,3 % sur un an). Les recettes d'impôt sur les sociétés sont, pour leur part, en progression de 29,1 % sur le trimestre, à 19,2 millions d'euros (+12,9 % sur un an). Cette évolution pourrait être le signe d'une amélioration de l'activité économique en fin d'année 2013.

Hypermarchés : croissance du chiffre d'affaires au 1^{er} trimestre

Au premier trimestre 2014, le chiffre d'affaires des hypermarchés est en augmentation de 3,7 % en glissement annuel. Il s'élève ainsi à 134 millions d'euros.

Élections européennes : 88,6 % d'abstention en Martinique

Le 25 mai, 3 députés ont été élus ou réélus au titre de la circonscription Outre-mer. Le vote a été marqué par une très forte abstention, puisque près de 9 électeurs sur 10 ne se sont pas déplacés (82,9 % pour la circonscription Outre-mer dans son ensemble et 88,6 % pour la Martinique). Dans la circonscription Outre-mer, la liste UMP totalise 26,7 % des suffrages exprimés, la liste PS 19,3 % et la liste Divers gauche 18,2 % (soit respectivement 4,3 %, 3,1 % et 2,9 % des inscrits). Louis-Joseph Manscour (Choisir notre Europe - PS) a été élu pour la section Atlantique, Maurice Ponga (Pour la France des Outre-mer - UMP) réélu pour la section Pacifique, ainsi que Younouss Omarjee (Union pour les Outre-mer - Divers gauche) pour la section Océan Indien.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Coopération régionale : participation de la Martinique au forum Invest in Saint-Lucia

Le forum Invest in Saint-Lucia s'est déroulé les 4, 5 et 6 mai à Sainte-Lucie. Cette première édition a permis la rencontre entre des porteurs de projets et plus de 240 chefs d'entreprise, représentants des médias et consultants en investissement. Des délégations de la Caraïbe, d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud, du Moyen-Orient et d'Asie étaient présentes. Lors du forum, la délégation martiniquaise a rencontré la Ministre du commerce, Emma Hippolyte, afin de réaffirmer le besoin de concrétiser les démarches entreprises dans le cadre de l'accord bilatéral en cours de finalisation entre le Gouvernement de Sainte-Lucie et le Conseil régional.

Transports régionaux : développement du cluster GAT Caraïbes

[Le cluster GAT Caraïbes](#) a mené plusieurs actions au cours du mois de mai. Le 8 mai, sa présidente, Sandra Casanova, et la présidente du cluster PACA logistique, Isabelle Bardin, ont signé une convention de partenariat qui permettra notamment le partage d'expériences et la création de projets coopératifs.

GAT Caraïbes a également participé au 13^{ème} congrès de la Caribbean shipping association (CSA), qui s'est déroulé à Miami les 12, 13 et 14 mai. GAT Caraïbes deviendra membre de la CSA en octobre prochain. Ce congrès a permis principalement de fixer au 26 janvier 2016, la date d'ouverture du Canal de Panama après réalisation des travaux d'élargissement. Enfin, le 16 mai, GAT Caraïbes et la section martiniquaise des Conseillers du commerce extérieur de France (CCEF) ont été reçus par Philippe Létrilliart, le consul général de France à Miami, afin de présenter le cluster et ses objectifs.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- avril 2014	130,7	-0,1 %	+0,8 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- avril 2014	44 579	+0,2 %	+0,6 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- mars 2014	22 024	+0,2 %	+0,9 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2013	38 272	+0,5 %	-7,0 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- mars 2014	249,2	+48,5 %	+32,1 %
	Hors produits pétroliers		167,6	+17,5 %	+13,3 %
	Exportations (millions d'euros)	- mars 2014	45,4	+9,0 %	-1,0 %
	Hors produits pétroliers		20,7	+54,7 %	-32,9 %
Grande distribution (source : DIECCTE)	Taux de couverture mensuel	- mars 2014	18,2 %		-15,6 pts
	Hors produits pétroliers		12,4 %		-8,0 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- mars 2014	46,1	+8,8 %	-0,1 %
		- cumul annuel	134,0		+3,7 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- mai 2014	16 597	-0,1 %	-4,3 %
	Retraits de cartes bancaires	- mai 2014	4 761	+0,9 %	-4,9 %
INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- avril 2014	147 945	-9,8 %	+9,4 %
		- cumul annuel	624 254		+6,3 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- mai 2014	3 358	-67,0 %	
		- cumul annuel	134 317		+83,3 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- mars 2014	14 883	+5,7 %	-7,1 %
		- cumul annuel	43 407		-0,6 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mai 2014	613	-21,6 %	-6,7 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mai 2014	175	+25,9 %	+26,8 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		4 365		+3,9 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Le climat des affaires poursuit son redressement

L'indicateur du climat des affaires (ICA) augmente au premier trimestre 2014, mais à un rythme ralenti (+ 2,0 points). L'ICA s'établit à 98,2 points, très proche désormais de sa moyenne de longue période.

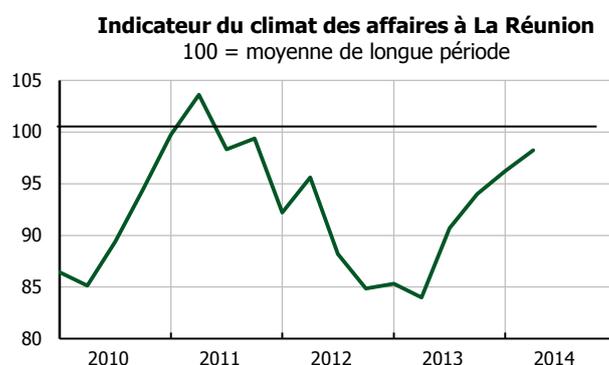
L'amélioration du marché du travail constatée au quatrième trimestre 2013 se poursuit. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi baisse, essentiellement chez les moins de 25 ans.

La dépense des ménages est mieux orientée dans un contexte de baisse des prix. L'investissement, mesuré à l'aune des importations de biens d'équipement et des encours de crédits à l'habitat, continue pour sa part de se redresser timidement.

Les exportations sont stables malgré le recul des expéditions de produits à base de fruits et de légumes, suite aux conséquences du cyclone *Béjisa*. Les importations progressent, tirées notamment par celles de produits courants.

L'orientation du courant d'affaires est globalement meilleure, hormis dans le secteur primaire et celui des services marchands. Dans ce contexte jugé plus favorable, l'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité du deuxième trimestre 2014 est en hausse.

Les « tendances conjoncturelles » au 1^{er} trimestre 2014 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : enquête de conjoncture IEDOM

Échanges régionaux de La Réunion et Mayotte : facteurs de frein et éléments de soutien

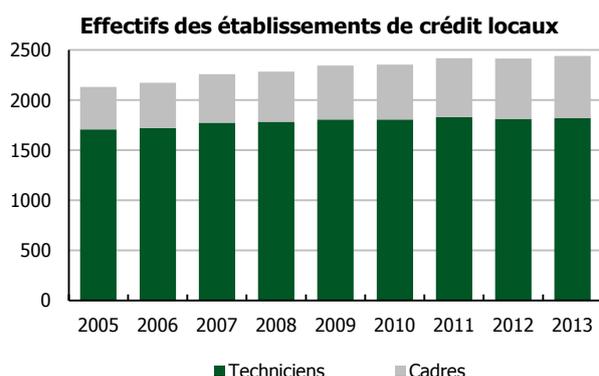
L'IEDOM publie le troisième volet d'un programme d'études sur les échanges régionaux des DOM-COM, consacré aux échanges de La Réunion et de Mayotte avec le bassin de l'océan Indien. Cette note montre que leurs échanges de biens avec les autres économies de l'océan Indien sont limités, tant à l'exportation qu'à l'importation (moins de 10 % de leurs échanges commerciaux), avec de surcroît une part significative de réexportations. Ces échanges régionaux sont essentiellement concentrés sur les économies insulaires proches : les Comores, Madagascar et Maurice.

De manière globale, la métropole demeure le partenaire privilégié de La Réunion et de Mayotte. Selon l'étude, qui utilise un modèle dit de gravité, ces derniers échangeraient 30 fois plus avec la métropole que ce que la distance et la taille des marchés ne le suggèrent. Par ailleurs, un certain nombre de facteurs structurels favorisent les échanges régionaux dans l'océan Indien, tels que l'éloignement des grands centres économiques mondiaux (qui renforcent en conséquence les échanges intra-régionaux) et le partage d'une langue commune, le français. L'étude montre également que La Réunion et Mayotte bénéficieraient de gains à l'échange en cas de participation à des accords commerciaux régionaux.

Néanmoins, le faible niveau de développement économique des pays voisins associé à l'étroitesse de leur marché intérieur constituent indéniablement des freins au développement d'échanges régionaux plus importants. Selon ces mêmes critères, l'Afrique du Sud, combinant à la fois une taille de marché conséquente et un niveau de développement élevé, pourrait à ce titre constituer un partenaire commercial privilégié des deux DOM.

La publication est disponible sur [le site de l'IEDOM](#).

Hausse des effectifs dans les établissements de crédit locaux en 2013



Source : Iedom

Avec 2 410 salariés au 31 décembre 2013, les effectifs totaux employés par les établissements de crédit de La Réunion ont enregistré une hausse de 1,1 % en 2013, après un léger recul enregistré l'année précédente.

Le taux d'encadrement des établissements de crédit continue à progresser en 2013 (+ 0,9 point après + 1,0 point en 2012) pour s'établir à 25,4 %, contre 16 % au début des années 2000. Il est beaucoup plus élevé dans les sociétés financières installées à La Réunion, où il représente près du tiers des effectifs, que dans les banques commerciales (25,0 %) ou mutualistes et coopératives (23,3 %).

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Mai 2014	130,5	+ 0,2 %	+ 0,4 %
	IPC France entière		128,2	0,0 %	+ 0,7 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Mars 2014	23 567	+ 10,2 %	+ 9,2 %
	Cumul (milliers d'euros)		67 365	-	+ 1,9 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Mars 2014	362,2	+ 4,0 %	+ 6,8 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Mars	1 067,0	-	+ 1,1 %
	Exportations (millions d'euros)	Mars 2014	31,5	+ 33,5 %	+ 15,3 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Mars	72,6	-	- 6,4 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Avril 2014	134 180	+ 1,4 %	- 0,3 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Avril 2014	141 631	- 11,8 %	+ 4,3 %
	Cumul	cumul Avril	621 025	-	- 2,2 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Mars 2013	65 700	+ 17,5 %	- 10,7 %
	Cumul	cumul Mars	182 500	-	- 10,5 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Mars 2014	4 374	-	- 10,5 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Mars 2014	53,2	-	- 21,3 %
	Effectifs salariés du BTP	Avril 2014	16 018	+ 1,1 %	+ 1,2 %

Hausse de l'emploi salarié marchand au 4^e trimestre 2013

L'emploi salarié marchand à La Réunion progresse de 0,8 % au quatrième trimestre 2013, comme au troisième trimestre. Cette hausse est portée en partie par le secteur des services (+ 1,6 %). Cette croissance se concentre dans les activités médico-sociales liées aux services à la personne. L'hébergement et la restauration restent également bien orientés (+ 3,1 %), à l'instar de l'emploi intérimaire. L'emploi progresse également dans le commerce (+ 1,1 %), profitant de la période des fêtes de fin d'année.

Sur un an, l'emploi salarié marchand à La Réunion reste dynamique, avec une progression de 1,6 %. Les créations d'emploi se concentrent principalement dans les services, notamment dans les transports et dans les secteurs de l'enseignement et la santé. A l'inverse, l'emploi recule dans la construction et le commerce.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

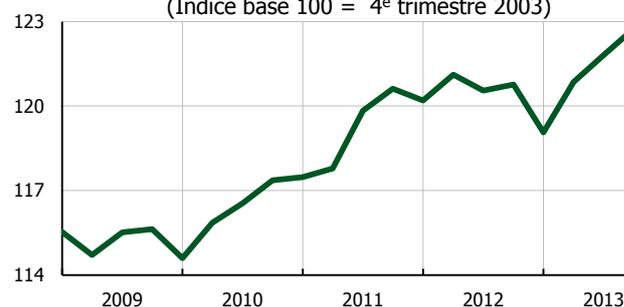
Augmentation du nombre de projets de recrutement pour 2013

L'enquête "Besoins en main-d'œuvre" (BMO) réalisée par le Pôle Emploi et le Crédoc montre une hausse du nombre de projets de recrutement. Près de 21 000 recrutements sont envisagés par les employeurs réunionnais, ce qui correspond à une progression de 11 % par rapport à 2013. Ainsi, près d'une entreprise sur quatre se déclare prête à embaucher au moins une personne en 2014.

Plus de la moitié de cette demande en main d'œuvre émanent des activités de services aux particuliers. La construction arrive en deuxième position avec 17 % des projets de recrutement.

Les résultats de l'enquête sont disponibles sur le [site de Pôle Emploi](#).

Évolution de l'emploi salarié marchand
(Indice base 100 = 4^e trimestre 2003)



Source : Bordereaux Urssaf - Traitement Insee Epure

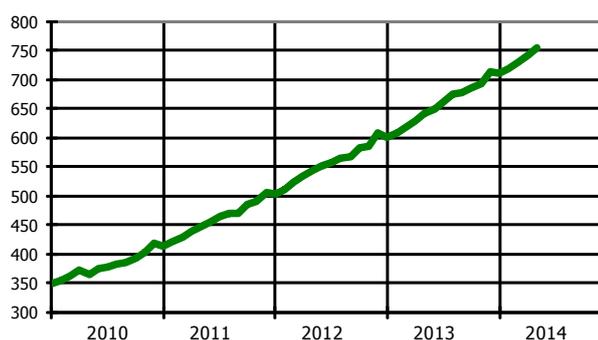
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

En mai 2014, les émissions nettes de billets ont augmenté de 11,1 millions d'euros, après +14,9 millions d'euros le mois précédent (soit un recul de 3,8 millions d'euros, après +5,6 millions au mois d'avril) pour s'établir à 753,9 millions d'euros. Cette hausse est plus prononcée en nombre avec une augmentation de 1,8 % des émissions nettes (contre +2,2 % le mois précédent). Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit donc à 13,7 millions à fin mai 2014 dont 72,5 % sont constitués par la coupure de 50 € (qui représente 65,9 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La croissance de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'est donc dépréciée de 20,0 centimes s'établissant à 55,0 € au 31 mai 2014.

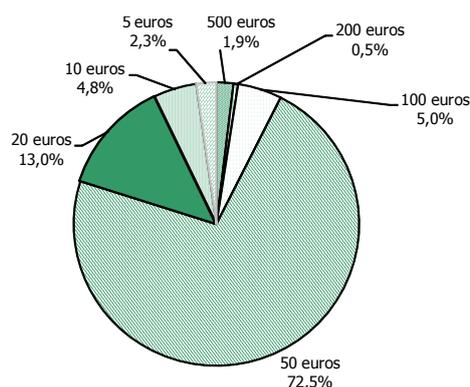
Émissions nettes cumulées de billets au 31 mai 2014

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 31 mai 2014



Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

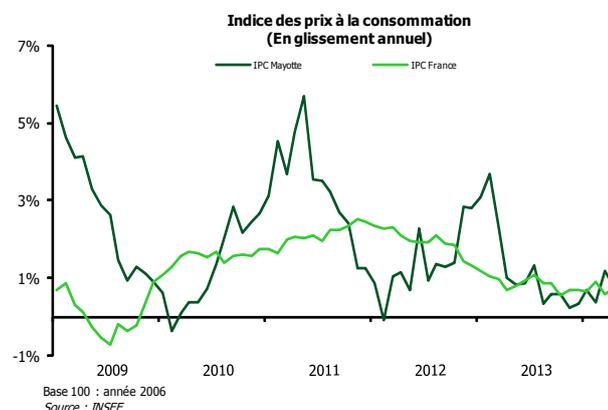
Baisse des prix en avril

L'Indice des prix à la consommation (IPC) enregistre une diminution de 0,2 % en avril qui est expliquée par la baisse des prix des services (-0,3 %) et des produits alimentaires (-0,2 %). Les prix des produits manufacturés sont stables sur le mois.

Sur un an, l'IPC augmente de 0,8 %, porté par la hausse des prix des produits alimentaires (+2,5 %) et des services (+1,5 %). En revanche, les prix des produits manufacturés baissent de 0,9 %.

Ouverture et mise en service de la nouvelle aérogare

Suite à l'avis favorable délivré par la commission de sécurité, la nouvelle aérogare de l'aéroport de Mayotte, qui ne sera inaugurée officiellement qu'au mois de juillet par le Président de la République française, a ouvert ses portes le mardi 13 mai. Avec cette nouvelle infrastructure qui offre un meilleur service aux voyageurs, la SNC Lavallin, gestionnaire de l'aéroport depuis trois ans, s'est fixée comme objectif d'atteindre un trafic de 600 000 passagers par an d'ici 2026, contre environ 300 000 en 2013.



Base 100 : année 2006
Source : INSEE

Fixation des taux des impôts locaux pour les communes mahoraises

L'année 2014 marque l'entrée en vigueur à Mayotte des impôts locaux de droit commun. La Direction régionale des finances publiques (DRFIP) a ainsi réalisé des estimations et proposé des taux que les communes ont eu, dans une certaine mesure, la possibilité d'adapter. La taxe d'habitation, payée par l'occupant d'un logement, constitue le principal impôt pour lequel les Mahorais seront sollicités. Le taux appliqué dans chaque commune varie de 11,50 % pour le plus faible à 14,57 % pour le plus élevé, la majorité des municipalités ayant choisi de le fixer à 12,14 %.

Pour les Taxes sur le foncier bâti (TFB) et le foncier non bâti (TFNB), les taux sont plus faibles. Pour la TFB, ils varient de 4,00 % à 5,74 % (la majorité des communes l'a fixé à 4,78 %) alors qu'ils sont fixés entre 3,5 % et 5,26 % pour la TFNB (le plus courant est établi à 3,56 %).

Les impôts locaux prélevés sur les entreprises, la Contribution foncière des entreprises (CFE) et la Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), entrent aussi en vigueur. Les taux varient de 16,61 % à 22,84 % pour la CFE alors qu'un montant forfaitaire est versé à chaque commune au titre de la CVAE.

Selon les estimations réalisées, la fiscalité directe locale pourrait rapporter environ 22,5 millions d'euros aux communes, repartis comme suit :

- 11,5 millions d'euros pour la taxe d'habitation,
- 4,9 millions d'euros pour la TFB,
- 1,0 million d'euros pour la TFNB,
- 4,3 millions d'euros pour la CFE,
- 0,8 million d'euros pour la CVAE.
-

Publication d'un rapport sur la natalité à Mayotte par l'Observatoire régionale de la santé (ORS)

L'ORS a rendu public son rapport sur la natalité à Mayotte. S'il relève le manque de médecins sur l'île, notamment de spécialistes, il permet surtout de mettre à jour les données relatives à certains indicateurs démographiques et de mieux appréhender cette problématique dans le Département. Ainsi, parmi les enseignements principaux du rapport, on note depuis 2007 une baisse constante du taux de natalité (7 941 naissances en 2007 contre 6 736 en 2012, soit -15,1 %), qui reste tout de même élevé par rapport à la Métropole (31,7 naissances pour 1 000 habitants à Mayotte contre 12,6 en Métropole). Le taux de fécondité (127 naissances pour 1 000 femmes en âge de procréer en 2012 contre 65 ‰ à La Réunion en 2010) ainsi que les indicateurs de mortalité (taux de mortalité infantile, néonatale et périnatale) demeurent aussi plus élevés que les moyennes nationales.

Mayotte présente à Madagascar pour la Foire internationale et le Salon du tourisme

Une délégation mahoraise, composée de membres de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) et d'acteurs du secteur privé, a participé à la 9^e Foire internationale (15-18 mai) et au 3^e Salon du tourisme (15-17 mai) de Madagascar qui se sont déroulés à Tananarive. Ces événements ont été l'occasion pour la présidente du club export de Mayotte de rencontrer le Premier ministre malgache et d'évoquer des propositions de partage de compétences sur des problématiques communes, et d'être reçue par le Président de l'office national du tourisme malgache pour échanger sur le développement des infrastructures hôtelières sur les deux îles.

Ouverture au public du nouveau siège d'Electricité de Mayotte (EDM)

Le nouveau bâtiment et siège d'EDM, qui sera inauguré officiellement le 19 juin, a ouvert ses portes le 23 mai. Cet investissement s'inscrit dans la volonté de l'entreprise de moderniser les services rendus à sa clientèle et répondre à la demande croissante en électricité sur l'île qui a augmenté de 5,2 % entre 2012 et 2013 et de 19,4 % entre 2009 et 2013, soit un taux de croissance annuelle moyen de 4,5 %.

L'IEDOM publie les échanges régionaux des départements français de l'océan Indien

L'IEDOM vient de publier le troisième volet d'un programme d'études sur les échanges régionaux des Départements et Collectivités d'Outre-mer (DOM et COM), consacré aux échanges de La Réunion et de Mayotte avec le bassin de l'océan Indien.

Cette publication est disponible sur le site des Instituts (www.iedom.fr)

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois	
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	avr-14	117,8	-0,2%	0,8%	
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	janv.-14	7 289	11,6%	-25,3%	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	mars-14	40 558	32,3%	49,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	mars-14	106 323	61,7%	41,5%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	mars-14	365	-8,2%	59,8%
		cumulées	mars-14	970	60,4%	29,4%
	Taux de couverture	mensuel	mars-14	0,90%	-0,40 pt	0,06 pt
	cumulé	mars-14	0,91%	-0,01 pt	-0,08 pt	

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois	
Trafic aérien (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	avr.-14	459	14,5%	40,4%
		cumulés	avr.-14	1 647	-	1,2%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	avr.-14	19 610	-7,6%	4,6%
		cumulés	avr.-14	81 347	-	1,0%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	avr.-14	20,5	-24,5%	-26,2%
	cumulés	avr.-14	97,4	-	-3,7%	
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	mars-14	654	-93,5%	-93,7%
		cumulées	mars-14	10 722	-	-48,0%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		mars-14	39 974	0,2%	1,3%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	mars-14	68 182	-	1,0%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	mars-14	10 164	11,7%	1,0%
		cumulée	mars-14	29 699	-	0,5%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	déc.-13	218,0	26,0%	32,9%
		cumulées	déc.-13	2 365	-	6,7%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	déc.-13	712	16,3%	27,4%
		cumulées	déc.-13	8 825	-	5,9%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	mars-14	0,0	-	-100,0%
		cumulées	mars-14	0,0	-	-100,0%
	- en milliers euros	mensuelles	mars-14	0,0	-	-100,0%
	cumulées	mars-14	0,0	-	-100,0%	

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
	0,15%	11/06/2014
Taux de la facilité de prêt marginal	0,40%	11/06/2014
Taux de la facilité de dépôt	-0,10%	11/06/2013

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

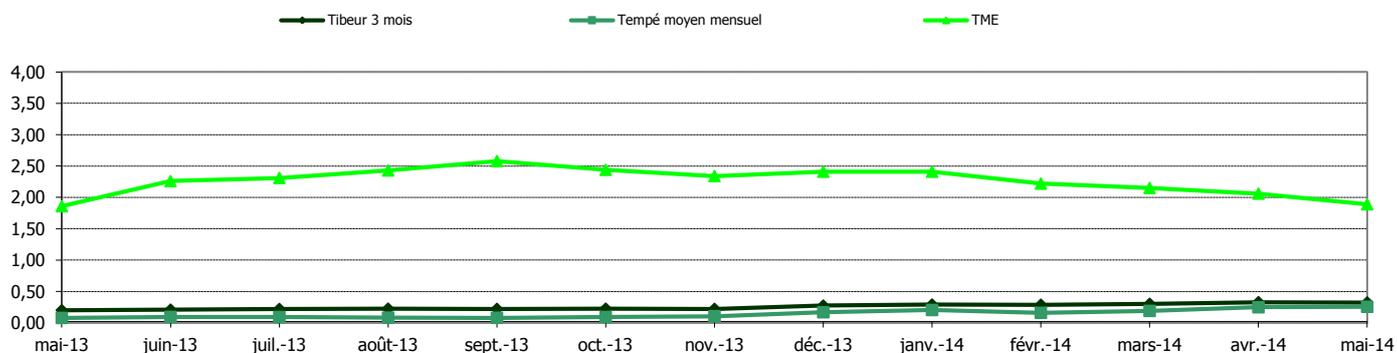
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (mai 2014)			
Février	Mars	Avril	Mai	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1601%	0,1907%	0,2488%	0,2564%	0,2430%	0,3250%	0,4180%	0,5930%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Février	Mars	Avril	Mai	Février	Mars	Avril	Mai
2,22%	2,15%	2,06%	1,89%	2,42%	2,35%	2,26%	2,09%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} avril 2014)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		5,19%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament		7,91%
Prêts à taux variable		4,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable		3,92%
Prêts-relais		5,39%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe		4,79%
Autres prêts			Découverts en compte (1)		13,37%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros		20,27%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans		4,31%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros		15,09%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros		10,21%	Découverts en compte (1)		13,37%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

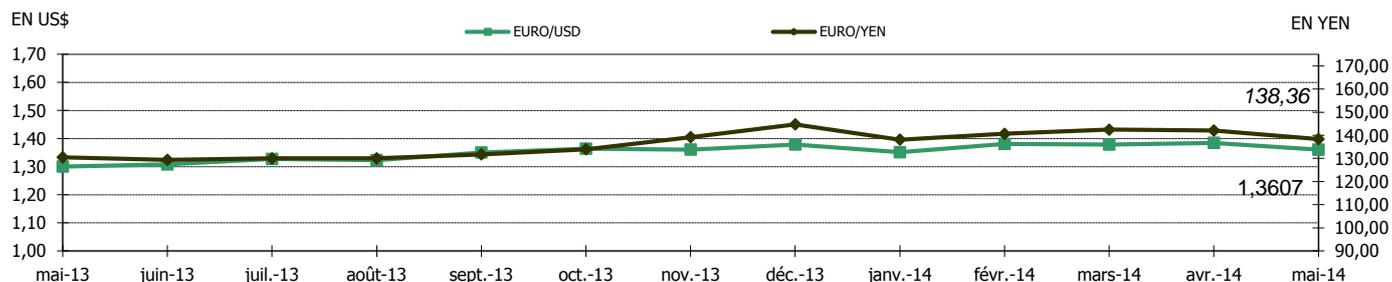
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3607	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,2516	EURO/SRD (Surinam)	4,4986
EURO/JPY (Japon)	138,3600	EURO/BWP (Botswana)	11,9266	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4401
EURO/CAD (Canada)	1,4745	EURO/SCR (Seychelles)	16,4800	EURO/DOP (Rép. Dom.)	59,0129
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8131	EURO/MUR (Maurice)	41,1688	EURO/BBB (La Barbade)	2,7264
EURO/SGD (Singapour)	1,7059	EURO/BRL (Brésil)	3,0315	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,7981
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5491	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,5774	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3305,7597	EURO/XCD (Dominique)	3,6806	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé d'imprimer le 23 juin 2014 - Dépôt légal : juin 2014 - ISSN 1284-4438